



Communiqué du Collectif Inter Hôpitaux sur le rapport Claris

Le Collectif Inter Hôpitaux s'oppose vivement au rapport Claris, qui malgré le constat d'une coupure entre la gouvernance des hôpitaux et les soignants du terrain, ne propose aucune solution concrète satisfaisante. Ceci ne répond pas à la demande du président de la république et des soignants d'un profond changement du fonctionnement hospitalier. Ce rapport ne tient pas compte des constats fait pendant la crise Covid, montrant que les circuits de décisions courts et très médicalisés étaient les plus efficaces.

Le Collectif avait déjà exprimé ses réserves sur la méthodologie de la mission Claris, les personnes interrogées étant essentiellement des directeurs, des présidents de CME, des chefs de service, des cadres, et des praticiens, laissant totalement de côté l'immense majorité de soignants paramédicaux qui travaillent à l'hôpital et le font vivre. Le questionnaire n'a été adressé à aucune infirmière, aucune aide-soignante. Les usagers n'ont également jamais été pris en compte.

Le rapport Claris ne propose pas d'association réelle des personnels paramédicaux au top management. Le Collectif Inter Hôpitaux demande qu'un président élu (et non nommé) de la commission des soins infirmiers et de rééducation médico-technique (CSIRMT) soit associé au directeur et président de CME pour former un trio de gouvernance (quatuor dans les CHU avec le doyen). Combien de temps devra-t-on attendre avant d'associer à la gouvernance les paramédicaux, qui sont le bras armé du soin ?

Le rapport Claris ne propose pas la modification de la loi HPST qui légitime le directeur comme « seul patron à l'hôpital ». Il préconise des cosignatures directeur/président de CME sur quelques domaines limités, ce qui ne modifie pas réellement l'équilibre des décisions, puisqu'en cas de désaccord, la décision finale revient toujours au directeur. Le Collectif Inter Hôpitaux propose une codécision entre le directeur, le président de CME et le président de la CSIRMT, avec recours au conseil de surveillance en cas de désaccord. Le renforcement du conseil de surveillance en usagers permettra de donner aux usagers une place essentielle d'arbitre. Seule la codécision gestionnaire/soignant avec une instance de recours, permettra de résoudre le conflit de légitimité gestionnaires/soignants qui gangrène l'hôpital.

Le rapport Claris ne propose aucune avancée de démocratie participative. Il ne remet pas en cause la nomination par le directeur du président de la CSIRMT. Il est pourtant étonnant qu'une instance élue, ne puisse pas élire son propre président. Le Collectif Inter Hôpitaux demande la désignation par élection des responsables de service, de pôle quand ils persistent et du président de la CSIRMT.

La mission Claris préconise de conserver la structuration en pôles en les renforçant dans leurs délégations et pouvoirs. N'ayant pas interrogé les soignants de terrain, la mission n'a pas pu constater la bureaucratie générée par les pôles et n'a pas pu constater les multiples niveaux qui complexifient les décisions au quotidien. La mission affirme revaloriser le service, mais la persistance du pôle vide le rôle du service de sa substance.

Le Collectif Inter Hôpitaux constate la discordance entre les données factuelles de l'enquête présentée et les conclusions que le rapport en tire. L'enquête recueille de façon non contestable un avis négatif sur les pôles et le directoire, avis largement majoritaire chez les médecins et non négligeable chez les directeurs. Pourtant le rapport en conclut que le directoire est une instance « bien installée », et le pôle d'une utilité « reconnue ».

Le Collectif Inter Hôpitaux demande la suppression de l'obligation des pôles, qui pourraient persister uniquement à la demande de l'ensemble des chefs de service concernés qui souhaiteraient s'associer dans une logique de soins ou de recherche. Le Collectif Inter Hôpitaux demande que le service soit défini comme la seule unité pertinente de prise de décision, d'organisation et de mise en œuvre de la politique médicale.

Le Collectif Inter Hôpitaux a participé au débat du pilier 3 du Ségur. Les débats y ont été animés avec honnêteté et bienveillance et les propositions qui ont été débattues sont beaucoup plus intéressantes et innovantes que ce qui a été proposé dans le rapport Claris. Le collectif demande instamment au Gouvernement que la concertation du Ségur, riche en propositions, soit la référence pour asseoir ses décisions sur l'hôpital.